



Commune

ARRÊTÉ

Arrêté relatif à un péril. Mise en demeure mise en sécurité d'un mur.

Le Maire de la commune de Maussane les Alpilles ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 511-7 et suivants ;

Vu le rapport de Monsieur le responsable des services techniques de la commune de Maussane les Alpilles en date du 17 avril 2024 faisant état du risque d'effondrement d'une partie du mur de clôture séparant la parcelle section A n°0094 appartenant à Mme LAFFÉ Michèle du passage du Temps Retrouvé emprunté par cyclistes et piétons. Ledit rapport indique « Ce mur a une longueur de 8m sur une hauteur de 1m75, il est constitué en parpaings non enduits. Le morceau du pan de mur qui menace de tomber fait une largeur de 85 cm sur toute la hauteur, celui-ci est complètement désolidarisé du reste du mur et bouge fortement. Une pression modérée sur ce pan pourrait le faire tomber soit du côté du passage piéton communal ou du côté du parking privé. La chute volontaire ou non de ce pan de mur pourrait entraîner des blessures sur les piétons passant à ce moment-là ;

Vu le courrier adressé à Mme LAFFÉ Michèle en date du 19 avril 2024 (accusé réception le 7 mai 2024) dans le cadre de la procédure contradictoire invitant celle-ci à produire d'éventuelles observations dans le délai d'un mois ;

Vu l'absence de réponse à ce courrier ;

Vu la saisine de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France par courrier reçu le 1^{er} juillet 2024 en application de l'article R511-4 du Code de la Construction et de l'Habitat et l'absence de réponse dans le délai de 15 jours ;

Considérant qu'il y a donc lieu, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser, de façon effective et durable, le péril ;

ARRETE

Article 1^{er} : Madame LAFFÉ Michèle domiciliée 6 rue Pierre BONDON 84 000 AVIGNON est mise en demeure dans un délai d'un mois de faire cesser le péril résultant du mur de clôture sis impasse du Temps Retrouvé de sa propriété sise impasse Félix FRECHIER 13520 Maussane les Alpilles en y exécutant les mesures et travaux suivants sur la partie du mur qui est désolidarisée :

- Encastrer des agrafes en acier dans le mur de part et d'autre des fissures,
- Reboucher avec un mortier compensé.

Article 2 : Faute pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, il y sera procédé d'office par la commune aux frais de celle-ci ou à ceux de ses ayants droit.

Article 3 : Le non-respect des mesures de cet arrêté est passible des sanctions pénales prévues à l'article L 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4 : Si les travaux sont réalisés et permettent de mettre fin à tout danger, la personne mentionnée à l'article 1^{er} informera la commune pour une vérification sur place afin de prononcer la mainlevée du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié à la personne concernée contre signature. A défaut de connaître l'adresse actuelle de cette personne ou de pouvoir l'identifier, la notification est valablement effectuée par affichage à la mairie de la commune où est situé l'immeuble sis impasse Félix FRECHIER 13520 Maussane les Alpilles ainsi que par affichage sur l'immeuble en question.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles avenue de la vallée des Baux 13520 Maussane les Alpilles dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Marseille 24 rue Breteuil 13006 Marseille dans le délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Madame la sous-préfète d'Arles,
- Madame Michèle LAFFÉ pour notification

Maussane les Alpilles le 22 juillet 2024

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (31, rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Hôtel de Ville - Avenue de la Vallée des Baux - 13 520 Maussane les Alpilles
Tel : 04 90 54 30 06 - Fax : 04 90 54 36 45 - Email : contact.mairie@maussanelesalpilles.fr

